

# Perspectives Ecologiques

## Avril 2019 - L'antenne-relais de Lentillères expliquée aux Gilets Jaunes

Vendredi 19 avril, 9h du matin, la grosse cylindrée du sous-préfet de Largentière fait son apparition à l'entrée du chef-lieu de Lentillères et vient se garer devant la mairie, suivie quelques minutes plus tard par deux Kangoos de la Gendarmerie Nationale, et, peu après encore, par un véhicule genre Mégane banalisée avec gyrophare bleu aimanté sur le capot. Au total, une douzaine de membres des forces de l'ordre. Au pro rata de la population du village - 233 habitants, cet effectif équivaut à une mobilisation de 3,400,000 policiers ou gendarmes au niveau national. Si Hitler, Saddam Hussein, Toto Riina et Julian Assange<sup>1</sup> s'étaient ligués pour parcourir le pays et organiser le complot final contre la civilisation, techniquement un tel niveau de dispositif sécuritaire eût été impossible. En l'occurrence, la venue, en cette veille de weekend pascal, du sous-préfet et de son équipage, répond à une urgence certaine, mais plus modeste: il s'agit de rétablir un minimum de sérénité dans un village cévenol en proie, occasionnellement, à une poussée de fièvre. Ici, en l'espèce, une tension entre municipalité et population locale à propos d'un projet a priori assez banal d'installation d'une antenne de téléphonie mobile. L'objectif, ce vendredi matin, est donc de mettre en place une médiation.

D'emblée, sur le terrain, les autorités sont positionnées à équidistance des forces en présence. D'un côté, retranchés dans la mairie, le maire et trois membres de sa garde rapprochée - adjoints et conseillers municipaux. De l'autre, à quelques dizaines de mètres, dans le pré adjacent à l'église, onze villageois qui boivent le café autour d'une table de camping tout en peaufinant quelques modestes pancartes: "*Stop Antenne!!*", "*Ici repose la démocratie locale*", "*Solidarité villageoise*", "*Une antenne?? pourquoi pas une éolienne aussi*", "*Des bonnes ondes, sinon rien*".

Apparemment le projet d'antenne dure depuis plusieurs années et est activement promu par la municipalité, alors qu'il n'a jamais été à l'ordre du jour d'un conseil municipal et n'a fait l'objet d'aucune communication officielle. La population a appris l'affaire il y a deux mois, à l'initiative d'un propriétaire local à qui l'opérateur de téléphonie avait proposé de louer une parcelle pour y installer l'antenne. Malgré la réaction rapide et sans équivoque de la population, qui en trois semaines, et à une écrasante majorité, signe une pétition demandant l'arrêt du projet, et après que la municipalité eut d'abord semblé faire marche arrière, il apparaît qu'elle persiste à faire avancer l'affaire. En l'absence de communication officielle aux administrés, informations et rumeurs circulent dans tous les sens, la confiance s'érode à toute allure, la tension monte, les esprits s'échauffent plus vite que le climat. Interrogés au mauvais moment sur la notion d'"*élus de proximité*", des villageois avouent ressentir autant de proximité avec Pol Pot et le gouvernement khmer rouge qu'avec l'équipe municipale en place à Lentillères. Bref, l'incompréhension dans le village est totale.

---

<sup>1</sup> Julian Assange est mentionné ici en tant qu'il fait partie du club des individus les plus traqués de la planète. Comme on pourra s'en convaincre en lisant la suite, nous n'établissons aucun autre lien entre lui et les trois autres personnages cités.

Dans ce pénible contexte, le sous-préfet et son équipe vont dérouler leur effort de médiation avec professionnalisme, brio même, et surtout: efficacité. Au bout de deux heures d'allers-retours entre la mairie et le pré devant l'église, ils parviennent à convaincre trois villageoises et un villageois d'aller à la mairie s'asseoir à la table des élus, et, sous l'œil arbitral de la maréchaussée, de renouer le dialogue. Mission accomplie, la question qui reste posée étant: pour combien de temps? car sur le terreau de la méfiance, redonner un sens au dialogue reste un sérieux défi.

Le discours qui encadre cet épisode un peu surréaliste fait apparaître un biais subtil qui consiste à positionner la question du "dialogue" comme un problème entre d'un côté des élus engagés dans un projet qu'ils considèrent comme positif pour la commune, et de l'autre le groupe plus ou moins flou et élastique des "opposants". Cette vision des choses est somme toute légitime dans la perspective du maintien de l'ordre public qui est celle du sous-préfet et des gendarmes, municipalité et opposants au projet étant effectivement les deux pôles de la tension qui s'est développée dans la commune. La presse (article Dauphiné Libéré du 20 avril) reprend à son compte cette description d'un déficit de dialogue entre élus municipaux et opposants.

Or, la nature plus profonde du problème est plutôt, comme cela transparaît dans une lettre ouverte adressée quelques jours plus tôt à la municipalité, un problème de communication entre les élus et l'ensemble de la population, laquelle inclut, outre les opposants, majoritaires, une minorité de villageois dont certains sont favorables à une antenne-relais quoi qu'il en coûte, d'autres, favorables à nouveau, mais à condition, bien sûr, qu'elle soit implantée loin de chez eux, d'autres encore qui n'ont pas d'avis sur la question, d'autres qui, quel que soit leur avis, sont paralysés à l'idée de l'exprimer publiquement, d'autres qui attendent plus d'information pour pouvoir se forger une opinion, et sans doute d'autres enfin qui, absorbés dans leur quotidien et/ou peu liés socialement, ne sont encore au courant de rien. L'idée que de l'ensemble de ces cas de figure ressortirait un consensus, et que ce consensus serait cohérent avec les menées de la municipalité, est un leurre.

Au-delà du problème de communication se pose le problème de la représentativité. Quand, ce vendredi matin, quatre villageois s'assoient autour de la table avec les quatre élus, qui représente qui? La mise en scène du moment suggère, si l'on n'y prend pas garde, que les villageois d'une certaine façon représenteraient les opposants, alors que les élus, eux, représenteraient, disons, "la commune". Il n'en est rien. Tout d'abord, qui exactement serait "la commune", sinon le consensus illusoire qu'on vient de souligner? De plus, dans un système de démocratie représentative, les élus municipaux sont les représentants de l'ensemble de la population de la commune. En particulier, ils sont ici, et restent, les seuls représentants de l'ensemble des opposants, et ce même s'ils ne sont pas d'accord avec eux.

Le problème de la représentativité surgit dès lors que le comportement des élus, sur le sujet donné, diverge de la volonté majoritaire au sein de leurs électeurs. Dans un tel contexte, le collectif local (Stop Antenne) qui s'est constitué pour faire circuler les quelques informations disponibles, initier la pétition contre le projet, et coordonner les revendications correspondantes, n'est pas une instance formelle de la vie publique, n'ayant ni statuts, ni procédure d'adhésion, ni existence juridique. Le fait qu'un déficit de représentativité soit apparu au niveau du conseil municipal ne donne pas à un collectif informel la légitimité pour fonctionner comme instance représentative de tel ou tel sous-ensemble de la population. Et de façon similaire, le collectif n'a pas vocation à fonctionner comme organe de communication publique pour, à nouveau, pallier un déficit, pour ne pas dire ici une absence complète de communication de la part du conseil municipal.

L'affaire de l'antenne-relais de Lentillères apparaît ainsi clairement comme un énième scénario de dysfonctionnement de la démocratie représentative. En ce sens, elle est bien dans la même lignée que la problématique des Gilets Jaunes. Du coup, elle est susceptible de durer aussi longtemps qu'eux. Depuis plusieurs semaines, les plateaux télé, entre autres, regorgent d'experts en sciences politiques, et autres commentateurs avisés, qui spéculent longuement sur la fin du mouvement des Gilets Jaunes, quand, comment, bientôt, avec quelles recompositions, et quels effets durables. On observe dans ce milieu pas mal d'"ânes savants", dont on peut seulement être certain que le mouvement des Gilets Jaunes s'essoufflera avant eux. La niaiserie suprême étant: "*On pourra enfin passer à autre chose*".

Au pic des débordements de l'automne, le sociologue Alain Touraine a exprimé la question cruciale de la représentativité démocratique avec une acuité, une éloquence et une insistance parfaites<sup>2</sup>: "*il s'agit de savoir si les gens, tous les gens, peuvent être traités, et se sentir traités, comme des citoyens*" ... "*il s'agit de savoir si le gouvernement français est capable d'être reconnu par les Français comme leur gouvernement*". Toute réponse à la crise, toute stratégie, toute manœuvre, toute projection dans l'avenir qui conduise à mettre de côté cet enjeu fondamental est une façon de s'enfouir la tête dans le sable. C'est ainsi que l'on comprend pourquoi les Gilets Jaunes ont raison de ne pas avoir de représentants. Ils ont raison de ne pas s'instituer, ce qui nécessairement les amènerait à mettre en place un système de représentation. Et ils auront raison de persister jusqu'à ce qu'ils se sentent représentés par les gens (maires, députés, présidents) que par ailleurs ils élisent, dans les termes exprimés par Touraine. Sauf à ce qu'on déclare en état de mort clinique la démocratie représentative, mais encore faudrait-il une dynamique collective conduisant à définir par quoi la remplacer.

A cet égard, le Grand Débat National, auquel on a pu légitimement trouver par ailleurs divers aspects positifs, constitue néanmoins une démarche très suspecte, puisqu'elle relève de ces stratégies qui conduisent à botter en touche la question de la représentativité démocratique. En tant qu'exercice de démocratie "participative", le Grand Débat marginalise, voire court-circuite le processus représentatif normal au sein du pouvoir législatif. De façon plus grave encore, il pourrait inaugurer un glissement à terme vers un fonctionnement politique où, tout en préservant une primauté formelle de façade, les processus représentatifs s'installeraient à jamais dans leur état de délabrement actuel, jusqu'à devenir une forme de rituel vide de sens, une survivance, une sorte de folklore politique<sup>3</sup>.

Dans une dynamique inverse à cette descente aux enfers de la modalité *représentative*, on assisterait alors à la montée en puissance de la modalité *participative*, laquelle pourrait bien se construire comme cristallisation progressive des mécanismes du Grand Débat. Or, tel qu'il vient d'être conduit, le Grand Débat a été fondamentalement un exercice de "big data". De fait, le système d'intelligence artificielle qui d'un côté a collecté doléances, revendications, propositions, et qui de l'autre a produit l'analyse sémantique, puis l'agrégation des données "raffinées" conduisant à la fameuse restitution, ce système expérimenté en tant que "réacteur central" du Grand Débat, a parfaitement vocation, en tant qu'objet technologique, à se développer et à s'affiner pour servir de base à d'éventuelles futures itérations d'un Grand Débat devenant peu à peu un exercice politique "au fil de l'eau".

---

<sup>2</sup> France Inter, le Téléphone Sonne, 6 décembre 2018

<sup>3</sup> Rien là qui empêcherait les plateaux télé de continuer à s'ébahir devant la "*remarquable stabilité que nous procurent les institutions de la Cinquième République*"

Ce réacteur central, cette nébuleuse algorithmique, nous l'appellerons ici familièrement cette "moulinette", qui a fourni les rouages opérationnels du Grand Débat, pourrait donc bien s'ériger progressivement en mode majeur de l'interaction politique nationale - un nouveau corps intermédiaire, d'un genre radicalement nouveau, puisque numérique et virtuel, qui rendrait peu à peu redondants non seulement les mécanismes de représentation, mais également bon nombre de corps intermédiaires (physiques) encore établis.

Une telle évolution serait dans la continuité parfaite du basculement progressif de pans entiers de l'interaction avec le public que chacun constate dans un nombre croissant de domaines: consommation (e-commerce), approvisionnement énergétique (architecture Linky), interaction avec l'administration. Déjà la population s'habitue au fait que l'intégralité de la relation avec son assureur, sa banque, l'administration fiscale, puisse se dérouler de bout en bout, désormais sur toute une vie, par algorithmes interposés: écrans d'ordinateurs, portables, SMS, mailings à contenu général ou personnalisé, etc. L'évaluation de la "relation" intervient elle-même sous la forme d'un questionnaire numérisé surgissant au détour d'un écran ou d'un message. Si, au prix d'un effort considérable, vous parvenez enfin à avoir affaire à un humain, vous découvrez que la compétence et la fonction de celui-ci se limitent souvent à vous conduire sur le même système informatique que vous avez essayé de contourner, et à vous y guider.

La "méga-moulinette" du Grand Débat a, à peu de choses près, la même assise technologique que l'infrastructure informatique de votre banque ou de votre assureur. Au fil de ses versions à venir, 2.0, 3.0 ... elle pourrait faire advenir, pour la grande majorité de la population, l'effondrement complet et définitif ("collapse") de la vie politique, en tant que mosaïque d'interactions entre humains, dans le trou noir de l'algorithmique.

Un tel basculement consacrerait une rupture sociétale vertigineuse entre d'une part l'oligarchie et ses sous-traitants en charge de la gestion de la "moulinette", et d'autre part la population générale sans aucun contrôle véritable sur les mécanismes de celle-ci. On imagine facilement l'horreur politique, sociale et sociétale à laquelle tout ceci peut rapidement conduire<sup>4</sup>. D'un côté de la moulinette, l'élite, de l'autre le peuple commun. L'élite qui gère, outre la moulinette elle-même, l'accès aux ressources, les choix d'affectation des ressources, les politiques de production, les règles de consommation, les équilibres économiques et financiers. Le peuple commun, de son côté, préserve localement, une certaine latitude pour s'organiser autour des impacts sociaux et environnementaux le concernant directement. Pour faire apparaître les points de blocage dans ces domaines, la moulinette met en place un grand portail permanent de "remontée d'informations"<sup>5</sup>. Ce portail à venir donne accès à divers questionnaires interactifs dont chacun correspond à un scénario relevant d'une problématique économique, sociale ou environnementale surgissant dans le quotidien des masses. Vous ne cherchez plus à rencontrer votre maire ou votre député pour lui soumettre votre problème, vous irez sur le portail Internet. Ou plutôt, vous pourrez toujours les rencontrer, mais il ne pourront pratiquement plus rien faire pour vous à part vous accompagner dans l'utilisation du portail. Ils fonctionneront eux-mêmes, peu ou prou, comme analystes-programmeurs de l'univers des big data. Leur valeur ajoutée, par rapport à vous le citoyen lambda, sera qu'ils connaîtront un peu mieux que vous les arcanes de la moulinette.

---

<sup>4</sup> Il serait intéressant de mesurer la fraction de l'opinion publique qui considère que nous y sommes déjà.

<sup>5</sup> Est-il nécessaire de faire remarquer la verticalité inhérente à la sémantique de "remontée d'information". Ce type d'architecture est déjà quasiment en place, même si c'est, pour l'heure, de façon relativement peu structurée, pour toutes les "remontées" de type pétition citoyenne.

L'exemple suivant, délibérément hyper-caricatural, vous le paraîtra d'autant plus, peut-être, si vous éprouvez le besoin de vous rassurer qu'il ne constituera jamais la réalité de la vie politique pour vos petits-enfants.

Exemple: le questionnaire "Réfrigérateur vide le 20 du mois"

*Question 1: Comment avez-vous appris que votre réfrigérateur était vide? Réponse a) J'ai été informé par un SMS envoyé par mon compteur Linky, ou réponse b) J'avais faim et j'ai ouvert la porte du frigo. Si réponse a), accédez à [www.monLinky.fr/infofrigo/capteur/test](http://www.monLinky.fr/infofrigo/capteur/test) et vérifiez que la connexion est en bon état de marche. Si réponse b), allez à la question suivante.*

*Question 2: Avez-vous fait vos courses au cours des N derniers jours? Si oui, passez à la question suivante, si non, en cliquant ici, vous pouvez accéder à un éventail complet de magasins et boutiques, en ligne ou dans votre quartier, où vous pourrez vous approvisionner.*

*Question 3: Avez-vous reçu un SMS de votre voiture connectée alertant sur une odeur suspecte dans l'habitacle. Si oui, vous avez peut-être bien oublié un sac de courses dans le coffre, allez le chercher et utilisez son contenu pour remplir votre réfrigérateur. Si non, passez à la question etc etc*

etc etc jusqu'à finalement: "Désolés, l'expression "pouvoir d'achat" ne figure pas dans notre base lexicale. Veuillez vous reporter au questionnaire "Cas particulier non prévu", ce qui nous permettra, dans une version ultérieure de notre logiciel, d'améliorer le service rendu à l'ensemble de nos interlocuteurs.

*N'oubliez pas que vous pouvez profiter du fait que votre réfrigérateur est vide pour aller sur [www.monLinky.fr/infofrigo/entretien](http://www.monLinky.fr/infofrigo/entretien) et programmer un dégivrage.*

*Avant de quitter cette page, pensez à remplir notre questionnaire de satisfaction. Merci et au revoir. "*

Même si cet enchaînement interactif avec le portail géré par la moulinette vous laisse sur votre faim, vous pourrez essayer de vous reconforter en considérant la sous-classe constituée de tous ceux qui, pour diverses raisons d'empêchement, n'ont même pas un accès opérationnel et viable au portail et à ses questionnaires (sans parler de ceux, qui, au quotidien, n'ont pas accès à un frigo).

Essayons de nous extraire de ce cauchemar prémonitoire<sup>6</sup>. Si l'univers que ce cauchemar dépeint vous paraît plausible en tant que forme et aboutissement logiques du Nouveau Monde libéral et progressiste vaillamment engagé dans la poursuite de la croissance et de la technologie, essayons ensemble d'imaginer un instant une autre voie. De fait, le scénario alternatif qui se présente le plus aisément à l'esprit consisterait à faire tourner la même méga-moulinette du Grand Débat, mais, en quelque sorte, en sens inverse.

Au lieu de capter doléances et revendications auprès de la population générale et de les mouliner pour produire des agrégats d'information, repris et traités sous le contrôle de la technostructure, pour être

---

<sup>6</sup> Pour un aperçu grandeur nature de la façon dont se cauchemar est déjà réalité pour beaucoup de nos contemporains et dans beaucoup de domaines, voir le film de Ken Loach "Moi Daniel Blake", Palme d'Or au Festival de Cannes 2016.

finalement restitués au niveau de nos cercles dirigeants, captons par exemple, sur une durée de trois mois, l'ensemble des informations échangées sous forme numérique (mails, textos etc), plus une transcription numérique des échanges verbaux, entre disons d'une part l'ensemble des parlementaires et des personnels ministériels, et d'autre part les représentants des lobbies industriels et financiers, sans oublier les directeurs et éditeurs en chef des grands médias. A partir de ce gisement de données collectées, faisons tourner la moulinette pour produire en fin de course une restitution qui renseignerait le peuple souverain sur la façon dont ses représentants élus, et les hautes sphères à leur service, s'occupent des intérêts des gens qui les élisent et qui, par leurs impôts, financent leurs activités.

Nul doute que ce simple exercice permettrait à beaucoup de se réconcilier avec l'idée que la technologie peut être mise au service du progrès social – et de la transparence démocratique.

Faire ainsi tourner la moulinette du Grand Débat "en sens inverse" semble à premier abord une proposition échevelée. Mais non, pas de panique. L'idée est certainement radicale dans la mesure où le "sens inverse" en question concerne la dimension politique, et l'inversion consiste à retourner à 180 degrés l'axe de la verticalité politique. Evidemment, une telle proposition, dans les termes du débat politique actuel, et notamment dans la bouche de ses détracteurs, sera taxée de *populiste*. Il faudra faire avec, et on pourra faire avec. Car l'enjeu réel n'est pas d'aller s'enfermer dans la confrontation progressisme versus populisme, il est de retrouver un équilibre entre verticalité politique et horizontalité, équilibre lui-même nécessaire au rétablissement d'un niveau acceptable de représentativité démocratique. Pour le reste, la confrontation progressisme versus populisme, y compris les distorsions sémantiques grossières appliquées aux termes de l'alternative, est à la fois le produit et le symptôme d'une verticalité politique excessive.

Au niveau non plus politique, mais technologique, la question de faire fonctionner la moulinette en "sens inverse" ne se pose pas, car en elle-même la moulinette n'est pas "directionnelle". Elle est simplement une boîte noire avec des informations en entrée et d'autres informations en sortie. Que les informations en entrée proviennent du haut ou du bas de la hiérarchie politique et sociale, la moulinette elle-même fonctionne exactement de la même façon. A ceci près, bien sûr, que les règles qui président à l'analyse sémantique et au processus d'agrégation doivent être adaptées à l'objet de l'exercice. Ceci nécessite évidemment un effort d'élaboration politique et d'arbitrage, mais, sur le plan technique, cela reste un exercice assez banal de paramétrage. Ainsi, *mutatis mutandis*, et les précautions mentionnées ici étant prises, la moulinette du Grand Débat pourrait tourner dans un sens comme dans l'autre.

Par conséquent, si le Grand Débat écoulé prétend faire advenir, via l'exercice de la moulinette, une intelligence collective permettant, via des mesures en phase avec les conclusions tirées du débat, de mettre fin véritablement à la crise des Gilets Jaunes, alors le même exercice, exécuté en sens inverse, doit également permettre de faire apparaître des enseignements sur la base desquels des mesures fortes peuvent être définies pour rétablir un fonctionnement démocratique dans lequel les enjeux de représentativité exprimés par Alain Touraine seraient convenablement traités.

Dans tous les cas, on pourrait se mettre en confiance en permettant que l'exécution en sens inverse de la moulinette puisse être d'abord testée à petite échelle sur un cas problématique de représentativité démocratique. Le projet d'antenne-relais à Lentillères, à la fois par son acuité et son caractère local, donc restreint, constituerait un possible cas d'école.

Il s'agirait donc, en l'occurrence, d'injecter dans la moulinette l'ensemble des informations échangées, concernant le projet en question, entre la municipalité de Lentillères, l'opérateur de téléphonie mobile,

les administrations concernées, et les services préfectoraux à Largentière et à Privas.

Précisons bien qu'il ne s'agirait aucunement, au titre de cet exercice, d'alimenter une enquête cherchant à incriminer, poursuivre ou persécuter tel ou tel intervenant parmi les parties mentionnées. L'anonymat et la protection des données individuelles seraient garanties au même titre que le sont ceux des contributeurs lambdas lorsque la moulinette tourne dans le sens de la "remontée" d'informations<sup>7</sup>.

Ceci étant précisé, le paramétrage de l'outil d'analyse sémantique et de restitution serait réalisé de telle façon que le traitement des données permettrait d'éclairer le public local sur la question qui l'intéresse: dans un projet d'installation d'antenne-relais, avec tous les impacts qu'un tel projet comporte, dans quelle mesure les aspects sociaux, environnementaux, et de démocratie locale sont-ils réellement et correctement pris en compte? Et dans la mesure où ils ne le sont pas, comment sont établis et comment fonctionnent les mécanismes par lesquels ils sont évacués? Les villageois de Lentillères commenceraient enfin à comprendre un peu mieux de quel problème exactement cette fameuse antenne essaie d'être la solution.

Un bref épilogue s'impose pour introduire une ou deux précisions finales, et placer l'ensemble de ce qui précède dans le contexte plus général, et passablement dramatique, de l'actualité récente. On aura compris que, loin de se résumer à expliquer une affaire d'antenne-relais aux Gilets Jaunes, les réflexions qui précèdent illustrent les importantes leçons que ce vaste mouvement, directement et indirectement, enseigne à tous ceux qui se préoccupent de l'avenir de la vie démocratique dans notre pays et au-delà.

Pour reprendre le proverbe chinois de celui qui montre la lune et de l'autre qui regarde le doigt, on peut constater que quand la religion montre la charité céleste, beaucoup de nos contemporains ne voient guère au-delà du toit de la cathédrale. Il y a lieu ici d'honorer la mémoire de nos 12 concitoyens morts à l'occasion des manifestations de l'automne dernier. Egalement celle des 566 personnes qui, en 2018, vivaient dans la rue et y sont mortes. Exprimer également la solidarité envers les dizaines de mutilés au sein du mouvement Gilets Jaunes, et les milliers de blessés de part et d'autre. Solidarité également envers les nombreux migrants dont les conditions d'existence atteignent un tel niveau d'indignité que les associations qui leur viennent en aide en arrivent, comme tout récemment, à se mettre en grève pour attirer l'attention sur le sort qui leur est fait dans notre pays.

Enfin, on salue Julian Assange qui, pour ce qui est de faire tourner en sens inverse les "moulinettes" de l'univers numérique, a magnifiquement ouvert la voie, et pour qui FREE n'est pas le nom d'un installateur d'antennes-relais, mais le mot qui signifie Liberté.

Perspectives Ecologiques, le 22 avril 2019

---

<sup>7</sup> Evidemment, on pourra voir dans ce dernier propos une forme soit de grossière naïveté, soit d'ironie; le temps nous dira si, par exemple, certains contributeurs au Grand Débat qui auraient laissé transparaître des intentions d'action radicale se retrouvent sur la liste des interdits de manifestation; chacun se mêle de big data à ses risques et périls.